

Collectif solidarité contre l'exclusion asbl

Résumés des études et analyses du CSCE 2020

réalisées avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Service de l'Education permanente).

Etudes :

1. Forem : non à une chasse aux chômeurs wallons par Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Cette étude examine de façon critique et approfondie le projet de décret préparé par la direction du Forem et la ministre wallonne de l'Emploi et qui prévoit d'organiser une « révolution copernicienne » dans l'organisation du Forem et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi wallons. Cette réforme comprend l'octroi d'une mission de contrôle de la disponibilité active des demandeurs d'emploi aux conseillers du Forem en charge du placement ainsi qu'un développement de la digitalisation de l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Elle aura non seulement des impacts importants quant à l'organisation du contrôle des obligations des demandeurs d'emploi wallons, sur l'évolution du nombre de sanctions, mais également sur la définition de la mission du Forem, dont la réforme organise l'intégration dans le paradigme de l'État social actif.

Le CSCE est la seule organisation à mettre dans le débat public, avant le vote de ce projet de décret au Parlement wallon, une étude détaillée de ce projet. Outre l'étude réalisée par les auteurs, celle-ci est complétée de différents interviews d'intervenants clés dans le débat (ministre de l'Emploi, responsables syndicaux, conseiller emploi du Forem, évaluatrice du Forem, responsable de l'Interfedé).

Thème : Droit au chômage et à l'emploi, 107.921 c+interviews in Ensemble! 104, p. 64 à 121,
Site CSCE www.asbl-csce.be

Analyses

1. Social : soigner la pandémie avec des sparadraps ? par Paul Vanlerberghe (CSCE).

Les aspects sanitaires, de santé et d'économie de la crise provoquée par la pandémie due au nouveau coronavirus ont été largement débattues. Ce dossier invite à réfléchir aux questions sociales qu'elle pose, qui sont nombreuses et doivent nous mobiliser pour un meilleur « monde d'après ».

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux, - 12.914 c in Ensemble !, n° 102, p. 4 à 6, Site CSCE
www.asbl-csce.be

2. Que la crise s'aggrave ! par Luca Ciccia (CSCE)

La crise peut-elle être une opportunité ? Que faire pour ne pas revenir à toute vitesse au monde d'avant ? Il y aura-t-il un monde d'après ?

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux, - 8.714 c in Ensemble !, n° 102, p. 14 à 15, Site CSCE www.asbl-csce.be

3. Une infinie tristesse par Isabelle Philippon (CSCE)

Le Covid a frappé très fort en maisons de repos. L'armée et les bénévoles ont été appelés en renfort. Chronique d'une expérience d'une infinie tristesse.

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux, - 10.099 c in Ensemble !, n° 102, p. 16 à 17, Site CSCE www.asbl-csce.be

4. Maisons de vie ou bien de mort ? par Yves Martens (CSCE)

On a beaucoup entendu que les maisons de repos, considérées pendant des années comme des mouvoirs, devaient devenir des « maisons de vie ». C'est pourtant là que la pandémie a fait le plus de victimes. La faute à la fatalité ou au fonctionnement du secteur ?

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux, - 9.939 c in Ensemble !, n° 102, p. 18 à 19, Site CSCE www.asbl-csce.be

5. Le confinement : un révélateur des problèmes de logement par Denis Desbonnet (CSCE)

Les aspects sanitaires, de santé et d'économie de la crise provoquée par la pandémie due au nouveau coronavirus ont été largement débattues. Ce dossier invite à réfléchir aux questions sociales qu'elle pose, qui sont nombreuses et doivent nous mobiliser pour un meilleur « monde d'après ». Les « auto-réductions » et les grèves des loyers sont une pratique aussi radicale que très ancienne. Avec son Appel des 5.000, le Syndicat des locataires reprend le flambeau d'une tradition tombée dans l'oubli, mais qui a connu son heure de gloire dans la foulée de Mai 68. C'est peu de dire que le Syndicat des propriétaires ne l'entend pas de cette oreille...

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux, - 13.434 c in Ensemble !, n° 102, p. 23 à 25, Site CSCE www.asbl-csce.be

6. Dans le futur jusqu'au cou par Gérald Hanotiaux (CSCE)

Depuis des années, la prévision de la cinquième génération de téléphonie mobile (5G) inquiète partout. En Belgique, son lancement officiel s'est déroulé, le plus naturellement du monde, en pleine crise sanitaire et confinement de la population.

Thème : Droit à un environnement sain - 16.895c in Ensemble !, n° 102, p. 26 à 29, Site CSCE
www.asbl-csce.be

7. Rayonnements électromagnétiques : aucune norme sanitaire n'existe par Gérald Hanotiaux (CSCE)

En Belgique, les normes en matière d'émissions électromagnétiques sont souvent qualifiées d'extrêmement « sévères ». Sévères pour qui, pour quoi ? En fonction de quels critères ? Il est temps aujourd'hui de considérer la réalité de ces normes, et le processus par lequel nous y sommes arrivés.

Thème : Droit à un environnement sain - 14.863 c in Ensemble !, n° 102, p. 30 à 32, Site CSCE
www.asbl-csce.be

8. Pour favoriser la 5G, les autorités ignorent la situation sanitaire par Gérald Hanotiaux (CSCE)

Le lendemain de la mise en service de la 5G en Belgique, dans le but de rassurer le ministre des Télécommunications a lancé cette phrase, citée dans la presse : « Un GSM sur votre oreille a beaucoup plus d'impact que les pylônes 5G. »

Thème : Droit à un environnement sain - 23.780 c in Ensemble !, n° 102, p. 33 à 37, Site CSCE
www.asbl-csce.be

9. Un droit qui libère par Isabelle Philippon (CSCE)

Un travailleur qui conclut un « contrat » avec son employeur est-il l'égal de ce dernier ? Un chômeur se bat-il à armes égales avec l'onem ? Bien sûr que non. Le droit du travail vise à réduire quelque peu l'inégalité entre le faible et le fort. on vient de loin... et on risque parfois d'y retourner.

Thème : Droit à la justice - 12.639 c in Ensemble !, n° 102, p. 54 à 57, Site CSCE www.asbl-csce.be

10. Des magistrats en colère par Isabelle Philippon (CSCE)

Un travailleur qui conclut un « contrat » avec son employeur est-il l'égal de ce dernier ? Un chômeur se bat-il à armes égales avec l'Onem ? Bien sûr que non. Le droit du travail vise à réduire quelque peu l'inégalité entre le faible et le fort. on vient de loin... et on risque parfois d'y retourner.

Thème : Droit à la justice - 9.666 c in Ensemble !, n° 102, p. 62 à 65, Site CSCE www.asbl-csce.be

11. Défendre le faible face aux institutions, tout en protégeant le « système » par Isabelle Philippon (CSCE)

Drôle de métier que celui d'auditeur du travail : d'un côté, il est d'un grand secours au bénéficiaire de l'aide sociale, souvent bien démuni face à l'onem ou au CPAS ; de l'autre, il défend le «système» contre les « abus » des allocataires sociaux.

Thème : Droit à la justice - 12.500 c in Ensemble !, n° 102, p. 66 à 69, Site CSCE www.asbl-csce.be

12. Les syndicats à la barre par Isabelle Philippon (CSCE)

La justice du travail ne serait pas ce qu'elle est sans les syndicats : siégeant aux côtés du juge professionnel ou défendant, à la « barre », les intérêts des citoyens, les représentants des travailleurs y jouent un rôle de premier plan. Coup de projecteur sur un rôle souvent méconnu.

Thème : Droit à la justice - 12.200 c in Ensemble !, n° 102, p. 70 à 72 Site CSCE www.asbl-csce.be

13. Une nouvelle crise de l'asile par Isabelle Philippon (CSCE)

La justice du travail ne serait pas ce qu'elle est sans les syndicats : siégeant aux côtés du juge professionnel ou défendant, à la « barre », les intérêts des citoyens, les représentants des travailleurs y jouent un rôle de premier plan. Coup de projecteur sur un rôle souvent méconnu.

Thème : Droit à la justice - 15.900 c in Ensemble !, n° 102, p. 80 à 83 Site CSCE www.asbl-csce.be

13. Une nouvelle crise de l'asile par Isabelle Philippon (CSCE)

Tous les intervenants dans le secteur des demandeurs d'asile le confirment : depuis le début 2020, la Belgique connaît une nouvelle crise de l'asile. Les centres d'hébergement sont débordés, et la situation des demandeurs d'asile est plus difficile que jamais. La crise sanitaire a jeté un voile pudique sur ces drames humains. Pas pour longtemps...

Thème : Droit à la justice - 15.900 c in Ensemble !, n° 102, p. 80 à 83 Site CSCE www.asbl-csce.be

14. Règlement collectif de dettes : l'espoir d'un nouvel envol par Isabelle Philippon (CSCE)

La procédure du « règlement collectif de dettes » (RCD) vise à permettre aux personnes surendettées de retrouver des conditions de vie conformes à la dignité humaine. Elle est lourde et contraignante, pour les juges comme pour les justiciables. Mode d'emploi.

Thème : Droit à la justice - 14.800 c in Ensemble !, n° 102, p. 84 à 86, Site CSCE www.asbl-csce.be

15. La justice confinée par Judith Lopes Cardozo (CSCE)

La réorganisation de la justice du travail pendant la crise sanitaire s'est opérée au détriment des justiciables les plus faibles, qu'elle a encore éloignés un peu plus des juridictions. Et si ces mesures d'urgences préfiguraient une justice à l'avenir encore moins humaine ?

Thème : Droit à la justice - 9.460 c in Ensemble !, n° 102, p. 88 à 89, Site CSCE www.asbl-csce.be

16. La galère d'une jeune mère sans-abri au temps du Coronavirus par Judith Lopes Cardozo (CSCE)

Chronique des juridictions du travail. Nous l'appellerons Noyah. Cette jeune Camerounaise, en séjour illégal est hébergée dans un centre d'urgence pour personnes sans-abri. Elle vient de mettre au monde une petite fille, et a normalement droit à des aides sociales de la part du CPAS. Mais celui-ci ne lui octroie que l'aide médicale urgente. Un recours en référé devant le tribunal du travail s'avère indispensable pour assurer la survie de Noyah et de son bébé. Mais en pleine crise sanitaire, l'accès à la justice est plus compliqué que jamais..

Thème : Pauvreté/CPAS - 16.064 c in Ensemble !, n° 102, p. 90 à 93, Site CSCE www.asbl-csce.be

17. CPAS de Schaerbeek : mission sociale au point mort durant des mois par Gérald Hanotiaux (CSCE)

Un des plus gros Centres publics d'action sociale de la région bruxelloise n'a délivré aucune allocation à des centaines de ses bénéficiaires, et ce durant plusieurs mois. Comment est-il possible d'en arriver à ce niveau d'incurie ? Nous évoquons l'affaire avec l'Association de défense des allocataires sociaux (aDAS).

Thème : Pauvreté/CPAS - 34.688 c in Ensemble !, n° 102, p. 94 à 101, Site CSCE www.asbl-csce.be

18. A chaque région sa façon de chasser les chômeurs par Yves Martens (CSCE)

Après trois ans d'application à Bruxelles, quatre dans les autres Régions, la régionalisation du contrôle des chômeurs peut être évaluée. L'exercice est complexe tant les différents dispositifs ont rendu les choses de moins lisibles. Notre décodage livre néanmoins des conclusions intéressantes.

Thème : Droit au chômage et à l'emploi - 19.455 c in Ensemble !, n° 102, p. 106 à 112, Site CSCE www.asbl-csce.be

19. Forem : non à un accompagnement orienté flicage et sanctions par Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Le gouvernement wallon prépare une réforme de l'accompagnement des chômeurs qui casserait la relation de confiance entre le chômeur et le Forem et augmenterait le nombre de sanctions. Il faut s'y opposer.

Thème : Droit au chômage et à l'emploi - 40.991 c in Ensemble !, n° 103, p. 6 à 14, Site CSCE www.asbl-csce.be

20. Vers une explosion sociale prévisible par Yves Martens et Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

La CGSP-Forem a remis initialement un avis négatif par rapport au projet de réforme de l'accompagnement des chômeurs. Selon elle, la direction et le gouvernement vont droit dans le mur.

Thème : Droit au chômage et à l'emploi - 8.211 c in Ensemble !, n° 103, p. 18 à 19, Site CSCE www.asbl-csce.be

21. Voile sur le droit à l'intégration sociale par Judith Lopes Cardozo (CSCE)

Chronique des juridictions du travail. Au moment de signer son contrat « article 60 », Samira se voit signifier par le CPAS qu'elle ne pourra pas porter son voile. Les tentatives de négociation échouent, le CPAS retire son offre d'emploi ainsi que dorénavant, tout droit à l'intégration. Accompagnée par le service Infordroits du CSCE, elle se voit contrainte d'introduire une plainte auprès d'UNIA pour tenter de faire reconnaître la discrimination dont elle a fait l'objet et un recours devant les tribunaux pour préserver son droit à l'aide sociale.

Thème : Pauvreté/CPAS - 41.927 c in Ensemble !, n° 103, p. 20 à 28, Site CSCE www.asbl-csce.be

22. Covid : comment répondre à la crise sociale ? par Yves Martens (CSCE)

Les différents gouvernements ont dégagé d'importants moyens pour aider les victimes de la crise Covid. Ce sont les CPAS qui sont chargés de les répartir entre les ayants-droit. Mais qui sont ces derniers et comment les aider efficacement ?

Thème : Crise sanitaire et enjeux sociaux - 13.675 c in Ensemble !, n° 103, p. 29 à 31, Site CSCE www.asbl-csce.be

23. Travailler à la SNCB : une mission au service du public par Gérald Hanotiaux (CSCE)

La Société nationale des chemins de fer est, historiquement, l'une des plus grandes entreprises publiques de Belgique. Elle est aujourd'hui bien malmenée, menacée par une finalisation du processus de libéralisation, annoncée pour 2023.

Thème : Droit au chômage et à l'emploi - 36.947 c in Ensemble !, n° 103, p. 32 à 39, Site CSCE www.asbl-csce.be

24. Les fantômes de Léopold II au Parlement (II) par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

La Chambre vient de créer une commission chargée d'examiner le passé colonial belge. La reconnaissance des crimes contre l'humanité commis durant cette période est-elle en marche?

Thèmes : Lutte contre le racisme - 28.030 c in Ensemble !, n° 103, p. 50 à 55, Site CSCE
www.asbl-csce.be

25. La décolonisation de l'espace public au Parlement par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Le parlement bruxellois vient d'adopter une résolution qui prône la « décolonisation de l'espace public ». Un succès pour le mouvement qui l'a porté, mais qui comporte un risque d'enlèvement.

Thèmes : Lutte contre le racisme - 22.931 c in Ensemble !, n° 103, p. 66 à 70, Site CSCE
www.asbl-csce.be

26. Distanciation sociale ou distance de classe ? par Isabelle Philippon (CSCE)

Grâce à la crise sanitaire, certains des « invisibles médiatiques » ont retrouvé un visage et une parole. Mais pour parler de quoi ? De leur réalité à eux, ces hors norme. Monsieur et Madame-tout-le-monde, en revanche, restent presque exclusivement des « Blancs » de la classe moyenne supérieure. Des difficultés de télétravailler dans une belle maison avec jardin...

Thèmes : Lutte contre le racisme - Presse – médias, 13.600 c in Ensemble !, n° 103, p. 78 à 80, Site CSCE
www.asbl-csce.be

27. Ces journalistes si peu « divers » par Isabelle Philippon (CSCE)

Les journalistes, comme d'ailleurs les experts auxquels ils ont recours pour commenter l'actualité, sont issus des classes sociales « privilégiées ». Et c'est « de là » qu'ils appréhendent le monde.

Thèmes : Lutte contre le racisme - Presse – médias, 11.800 c in Ensemble !, n° 103, p. 84 à 85, Site CSCE
www.asbl-csce.be

28. Le bon mot pour éviter les maux par Isabelle Philippon (CSCE)

Comment, par quels mots, nommer cet « autre » de couleur de peau, d'origine ethnique différente ? Le choix est rarement anodin, et le mot qui apparaîtra comme juste aux yeux des uns ne plaira pas nécessairement aux autres. D'où l'importance de l'échange.

Thèmes : Lutte contre le racisme - Presse – médias, 8.700 c in Ensemble !, n° 103, p. 94 à 95, Site CSCE
www.asbl-csce.be

29. En jeu : revenus du travail et pensions par Denis Desbonnet (CSCE)

Le mouvement des Gilets jaunes met en lumière, en Belgique, le recul des salaires ainsi que la stagnation des pensions depuis une dizaine d'années. L'évolution de ces deux types de revenus, soumis à une forte pression à la baisse, appauvrirait une partie importante de la population belge. Tour d'horizon d'un appauvrissement.

Thème : Pauvreté/CPAS, 25.332 c in Revue Politique n° 113, p. 106 à 113, Site CSCE www.asbl-csce.be

30. L'appauvrissement des « pas pauvres » par Denis Desbonnet (CSCE)

En 2018, la pauvreté monétaire touchait 16,4% de la population belge : c'était son niveau le plus haut depuis l'introduction de cet indicateur en 2004. Or cette donnée ne dit rien de l'appauvrissement que subit une grande partie de la population, celle qui est (un peu) au-dessus du seuil de risque de pauvreté. Le mouvement des Gilets jaunes est issu de cette catégorie de personnes, qui n'entrent pas dans les critères de définition de la pauvreté mais subissent de véritables dégradations de leur situation financière.

Thème : Pauvreté/CPAS, 16.919 c in Revue Politique n° 113, p. 114 à 118, Site CSCE www.asbl-csce.be

31. Les « Belgo-marocains » victimes d'un racisme... virulent par Denis Desbonnet (CSCE)

Le département de sociologie de la VUB a publié les résultats d'une étude visant à mesurer l'impact en Flandre du Covid-19 sur la discrimination ethnique au sein du marché locatif. Edifiant : si, juste avant la pandémie, nos concitoyens d'origine marocaine avaient déjà 20 % de chances en moins d'être retenus que les candidats « belgo-belges », quatre mois et demi plus tard ce taux avait quasi doublé, grimant à 36 % !

Thème : Lutte contre le racisme, 15.247 c in Ensemble! 104, p. 4 à 7, Site CSCE www.asbl-csce.be

32. La Wallonie se dote d'un plan anti-discrimination par Denis Desbonnet (CSCE)

Le 10 décembre 2020, le gouvernement wallon annonçait la très prochaine adoption d'un plan anti-discriminations au logement, quatre jours seulement après la publication des résultats de l'étude menée dans quatre villes de la Région par l'équipe de Pieter-Paul Verhaeghen.

Thème : Lutte contre le racisme, 15.225 c in Ensemble! 104, p. 8 à 10, Site CSCE www.asbl-csce.be

33. Une expérience pionnière mais solidement étayée par Denis Desbonnet (CSCE)

Outre ses enseignements tristement instructifs, un autre aspect très intéressant de l'étude de la VUB est l'explication par les deux auteurs de leurs postulats de base, des diverses « écoles » scientifiques dont ils se sont inspirés et des hypothèses qu'ils ont cherché à vérifier.

Thème : Lutte contre le racisme, 17.312 c in Ensemble! 104, p. 11 à 14, Site CSCE www.asbl-csce.be

34. Moratoire expulsions : un mécanisme bienvenu, mais très insuffisant par Denis Desbonnet (CSCE)

Vu le contexte de pandémie, les expulsions de logements sont apparues plus inacceptables encore que dans le « monde d'avant ». Le gouvernement bruxellois y a répondu en les interdisant mais de façon un peu erratique.

Thème : Droit au Logement, 23.636 c in Ensemble! 104,, p. 15 à 19, Site CSCE www.asbl-csce.be

